

Programme de Société Civile de AKDN Mali 2006-2008

« Des trois secteurs - gouvernement, secteur privé des entreprises et la société civile - la société civile est la plus diversifiée et la moins bien comprise...les organisations de la société civile ont besoin d'atteindre les niveaux de compétence les plus hauts pour justifier un soutien à leur égard. Le secteur combine l'énergie et la créativité avec une conscience sociale. Ensemble, ils constituent une forte impulsion qui devra être entretenue. Dans le même temps, les capacités de gestion, de conception et de mise en oeuvre de programmes, de collecte de fonds d'études et d'auto-analyse et d'évaluation devront être renforcées''

Son Altesse l'Aga Khan
Réunion annuelle de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), Tashkent (Tadjikistan), 5 mai 2003

For more information about the AKDN Civil Society Programme, please see http://www.akdn.org/civil_society.asp

Introduction

Le Réseau Aga Khan de développement (ou Aga Khan Development Network –AKDN) est la structure globale supervisant le travail des agences Aga Khan. Le Réseau intervient dans les domaines économique, social et culturel. Il a, récemment, approuvé un programme de Société Civile dans huit pays dont le Mali.

A l'invitation du Président Amadou Toumani TOURE en 2003, AKDN a été invité à venir travailler au Mali. Un Accord d'établissement a par la suite été signé entre AKDN et la République du Mali.

Les considérations de base du Programme

La Société Civile

Le Terme'' société civile'' se réfère à un ensemble d'acteurs et d'organisations de la société qui sont (i) non gouvernementaux et (ii) à but non lucratif. Ces organisations de la société civile (OSC) revêtent diverses formes et visent divers objectifs et finalités. Au Mali elles se rapportent aux organisations de base, organisations non gouvernementales de développement, associations professionnelles ainsi que les réseaux et fédérations que ces organisations ont créés.

L'objectif principal du programme est de s'assurer, qu'avec le temps, il y aura un nombre suffisant d'organisations de la société civile de qualité, avec une répartition géographique

et une gamme d'activités afin que la "société civile" en tant que composante de la société dans son ensemble, produise un impact positif évident sur la qualité de la vie des couches importantes de la population malienne.

AKDN :

Le programme s'inscrit dans le cadre de l'objectif général de l'AKDN qui est la promotion de l'amélioration de la qualité de vie ; de l'équité de l'accès à l'éducation de qualité, aux soins de santé et aux opportunités économiques; l'éthique dans le comportement, la bonne gouvernance ; le pluralisme ; la paix et la stabilité. Le programme renforcera les autres programmes d'AKDN et son travail dans le domaine institutionnel qui, au Mali comprennent :

- Le Trust Aga Khan pour la culture (Aga Khan Trust for Culture – AKTC) travaillant actuellement à Mopti et sous peu à Djenné et à Tombouctou sur la restauration de bâtiments historiques, et fournit de l'appui au musée national du Mali
- L'Agence Aga Khan pour la Micro Finance (Aga Khan Agency for Micro-Finance - AKAM) travaillant au Mali à travers la Première Agence de Microfinance (PAMF) – qui actuellement accorde des prêts de micro finance à Mopti
- La Fondation Aga Khan (Aga Khan Foundation - AKF) planifie actuellement les programmes d'éducation, de santé, de développement rural dans les cercles de Mopti et de Djenné, et dans l'environnement urbain de la Mosquée de Mopti.
- Le Fonds Aga Khan pour le développement économique (Aga Khan Fund for Economic Development – AKFED) actuellement impliqué dans les trois entreprises à but lucratif (Embalmali, Energie du Mali (EDM) et la Compagnie aérienne du Mali (CAM))

Sept fondements pour une société civile forte :

Le programme part du postulat qu'il y a sept fondements principaux pour développer une société civile forte, dans chacun desquels AKDN a de l'expérience :

- La bonne information concernant la largeur, la profondeur, la diversité, le niveau, les relations, les ressources, et l'environnement légal du secteur
- Soutien effectif et disponible, formation et renforcement de capacités en organisation des OSC, y compris pour la mobilisation des ressources
- Forte collaboration avec le gouvernement pour la concertation, l'influence des politiques, et la mobilisation de ressources
- Liens Productifs avec le secteur des entreprises pour les partenariats et la philanthropie
- Bonne mise en réseau thématique entre les OSC
- Etablissement de normes et contrôle de qualité

- Mobilisation de ressources locales

Les Composantes principales du programme proposé

Le programme proposé doit être mis en œuvre sur une période de trois ans au Mali : un programme similaire, adapté aux conditions dans les autres pays, sera mis en œuvre en Ouganda, au Kenya, en Tanzanie, en Afghanistan, au Pakistan, au Tadjikistan, au Kirgizstan.

Le programme au Mali cherchera à atteindre quatre résultats principaux :

1. Une meilleure information de base au sujet du secteur de la société civile, qui sera mise à jour sur une base régulière.
2. une meilleure appréciation faite par le gouvernement, le monde des affaires, les OSC, et les citoyens dans chaque pays sur la nécessité d'intégrité, d'éthiques et de la bonne gouvernance dans la gestion de l'avenir du pays, et une détermination pour l'application de ces principes.
3. Une meilleure compréhension de la part du gouvernement de l'avantage comparatif des OSC conduisant à une collaboration mutuellement avantageuse entre celles-ci, et la création d'un environnement favorable pour les OSC.
4. Une meilleure compréhension de la part des entreprises de l'utilité des programmes sur la responsabilité sociale des entreprises.

Les Programmes

1. Préparer des informations de base sur le secteur de la société civile devant être mises à jour sur une base régulière

Une information de base solide et complète sur le secteur de la société civile au Mali est d'une importance capitale. Même s'il existe des répertoires des ONG, il y a un besoin de mettre en place une information complète sur les genres d'organisations de société civile de qualité qui ont une expérience positive au Mali. La situation de base sera façonnée de manière à ce qu'il soit possible de mesurer l'impact et l'état d'avancement du programme au niveau de la société civile au bout d'une certaine période. Les faiblesses constatées dans l'information existante telles que l'excès de concentration sur les ONG de développement au détriment des organisations professionnelles, les groupes confessionnels, les associations traditionnelles et de base et les groupes d'auto-assistance devront être adressées. Souvent, les données ne sont pas décomposées par zone géographique, plus important encore, l'information est de faible qualité pour les organisations jouant des fonctions clés nécessaires pour une société civile forte.

Les résultats attendus sont :

- Une étude de base conduite et diffusée aux parties intéressées
- Mises à jour annuelles de cette information

- Discussions annuelles sur les résultats de ces études au sujet de la société civile malienne.

2. Favoriser l'éthique et l'intégrité entre les agences de développement ainsi que l'éducation civique

Les efforts en matière de réduction de la pauvreté, de renforcement de la société civile, et le développement en général sont souvent entravés par le manque de professionnalisme, de bonne pratique et d'intégrité parmi les bureaucraties de l'administration étatique, le secteur commercial et les OSC. Face à cette situation, les citoyens et la communauté internationale de développement a, au cours des dix dernières années, souligné l'importance de la bonne gouvernance (à travers l'intégrité, la responsabilité et la transparence dans la prise de décision) dans diverses institutions. Les citoyens doivent comprendre ce qu'ils peuvent faire pour promouvoir la bonne gouvernance. Ce programme sera piloté exclusivement au sein du système AKDN pour un départ, et une fois que nous serons satisfaits des résultats ceux-ci seront étendus à des parties tierces.

Les changements récents intervenus dans plusieurs d'une administration gouvernementale centralisée vers une forme décentralisée, comme c'est le cas au Mali, ont souvent créé chez le citoyen une certaine incertitude quant à leurs droits et responsabilités dans le cadre de ces nouvelles structures. La réponse suggérée est d'habiliter les citoyens, aussi bien à travers l'éducation, aussi bien en terme civil (comme la place du citoyen dans l'Etat) qu'en terme civique (comme la participation du citoyen dans les institutions civiques).

Les résultats attendus sont :

- La recherche dans les domaines où le manque d'intégrité pose des problèmes au citoyen et sur les réactions des citoyens à cet état de fait.
- Elaboration de modules de formation en vue de montrer des manières de prévenir les risques de corruption, d'identifier les problèmes qui se posent et d'introduire des mesures correctives.
- L'intégration de tels modules dans les cours pour l'éducation des jeunes et des adultes.
- La recherche dans les supports/matériel existants sur les rôles et responsabilités des citoyens dans chaque pays ; et lorsque c'est nécessaire, l'élaboration de supports/matériel de formation modulaires pour les enrichir et les intégrer dans les programmes scolaires officiels.

3. Favoriser une collaboration forte et efficace entre gouvernements et OSC

Un obstacle au développement des partenariats public-privé entre les OSC et le gouvernement est l'existence des perceptions de stéréotypes négatifs qu'éprouve une partie pour l'autre. Beaucoup de responsables gouvernementaux ignorent ce que font les

OSC ainsi que les contributions importantes qu'elles apportent (ou pourraient apporter) pour le développement du pays. Souvent les ONG se font du tort en omettant d'informer le gouvernement de leurs activités et réalisations. La première étape consistera à effectuer une recherche sur les formes et efforts de collaboration existants (avec succès) entre OSC et gouvernement et ensuite procéder à la diffusion de cette information. Cette étape sera suivie de la tenue d'ateliers pour rassembler les deux parties dans des discussions sur la manière de sensibiliser chacune des parties sur le travail que fait l'autre et en particulier amener les deux parties à travailler ensemble dans le cadre des organes de planification du développement et ceci à tous les niveaux.

Les résultats attendus sont :

- Conduire la recherche sur la collaboration réussie entre gouvernement et OSC ainsi que sur sa documentation et faire la diffusion
- Tenir des ateliers pour discuter d'une meilleure collaboration gouvernement/OSC sur la base des données de preuves recueillies.
- Assurer l'intégration des OSC dans les processus de planification du développement au niveau local et national.

4. Favoriser une collaboration efficace entre le secteur des entreprises et les OSC.

Bien que la pratique de la responsabilité sociale de l'entreprise soit de plus en plus acceptée, la pratique réelle est souvent plus proche de la philanthropie des entreprises, du marketing des entreprises ou de la gestion du risque lié à la réputation. Il est nécessaire que les entreprises apprennent plus sur les manières de gérer le développement en faveur des pauvres ainsi que sur le rôle qu'elles peuvent jouer avec l'aide des OSC. Les OSC sont familiers avec la pratique de développement mais elles ignorent généralement les intentions des entreprises ou s'en méfient. Les entreprises manquent généralement de compréhension (et rejettent parfois) les fonctions attribuées aux OSC. AKDN, avec des entreprises au Mali, est bien placé pour identifier les compatibilités et agir comme facilitateur ou « courtier de mariage » entre ces entités souvent diamétralement opposées.

Les résultats attendus sont :

- Les entreprises AKDN suivent des cours d'orientation sur la responsabilité Sociale des entreprises
- Les agences AKDN s'engagent dans des partenariats avec les OSC maliennes pour atteindre des objectifs mutuellement avantageux.
- D'autres entreprises, ne faisant pas partie d'AKDN, apprennent et appliquent des pratiques de responsabilité sociale des entreprises.

AKDN planifie actuellement ces programmes de manière plus détaillée (et en collaboration avec le gouvernement ; les entreprises et les organisations de société civile), pour identifier les partenaires et le personnel et amorcer la mise en œuvre.